

ALLIANCE INTERNATIONALE DES HABITANTS

c/o Unione Inquilini, via Bettella, 2/ter - 35133 - Padova - Italie

tél. + 39 049691771 - fax +39 02700415592 - mél : info@habitants.org - www.habitants.org

BILAN D'ETAPE 2006

L'AIH : L'ENRACINEMENT D'UNE DYNAMIQUE NECESSAIRE

Qui est l'AIH aujourd'hui ?	2
La Campagne Zéro Expulsions	2
L'Université Populaire Urbaine	3
La construction de la Voie Urbaine (Via Urbana)	4
Autonomie et partenariat avec les institutions	4
Adhésions à l'IAI	5
Enracinement et autonomie de l'AIH dans les dynamiques du FSM	5
Défis internes et externes	6
La gouvernance de l'AIH	6
Propositions d'évolution structurelle de l'AIH.....	7
La gestion financière	7
Pour un programme d'activités AIH 2007-2008	8

Qui est l'AIH aujourd'hui ?

L'AIH est un groupe de représentants d'organisations sociales enracinées et reconnues qui, fort d'une Charte des principes partagée, est en train de grandir et a besoin de se renouveler pour pouvoir faire face à la dynamique mise en marche.

Basés principalement en Amérique Latine, en Europe et en Afrique, notre but est de répondre à une question de plus en plus mondiale, grâce aux politiques choisies et au programme de travail établi .

Au cours de l'année 2006, l'AIH a travaillé à consolider et diffuser la parole des habitants à tous les niveaux, en s'attachant à adapter sa propre structure aux demandes croissantes d'intervention d'origines diverses.

Sur la base du programme d'activité 2006, la priorité a été accordée à la participation aux dynamiques des Forums Sociaux, tout en marquant une certaine autonomie qui nous a amenés à élargir notre domaine d'intervention.

La Campagne Zéro Expulsions et l'UPU (Université Populaire Urbaine) nous ont en effet ouvert les portes d'organisations sociales dans différents pays, y compris aux États-Unis, en Russie et en Asie. En outre, nous avons obtenu la reconnaissance de nombreux acteurs institutionnels de niveau local, national et supranational.

La Campagne Zéro Expulsions

Le développement de la Campagne nous a, en général, amenés à établir nos propositions, durcir notre intervention et préciser les alternatives. Dans certains cas, nous avons marqué le pas.

République Dominicaine: le conflit s'est aggravé, probablement à cause des investisseurs étrangers qui spéculent fortement sur les infrastructures et sur le tourisme. L'AIH a été à même de contrôler les violations du droit à la maison et de faire perdurer la mission UN-AGFE. La décision de créer la coordination régionale de la Campagne à Saint-Domingue a été fondamentale. Cela a permis de manifester directement la solidarité internationale et de contribuer au mûrissement de propositions alternatives, (création de la Coophabitat de propriété collective, lancement de la campagne annuler la dette pour le Fonds Populaire pour la Terre et le logement.

Brésil: la Plate-forme « anti-expulsions » est devenue nationale grâce à l'entier investissement du Forum de la Réforme Urbaine, sollicité par nos amis de la CONAM. Maintenant il s'agit, d'une part d'intégrer cette activité dans le système d'alerte régionale Expulsions Zéro, et d'autre part d'allier la proposition dette / Fonds.

Italie: la mobilisation a amené à la présentation d'un projet de loi novateur de la part du gouvernement de centre-gauche, qui a comme objectif de retarder les expulsions déjà programmées et de relancer le secteur du logement public. Cette mesure insuffisante, transversale aux deux coalitions politiques, rend indispensable la reprise de l'initiative de lutte.

France: le bus pour le droit au logement organisé par nos partenaires CIDEFE (autorités locales communistes et républicaines), qui a fait étape dans de nombreuses villes à l'occasion des Journées mondiales Expulsions Zéro 2006, a été un catalyseur décisif d'énergies et de propositions. Il faut souligner la mobilisation de la fin de l'année, appuyée aussi par le DAL, qui a mis le droit au logement au centre du débat politique. Les États généraux pour le droit au logement et à la ville en France, ainsi que le développement des États généraux européens, sont un signe concret lancé par le regretté Benard Birsinger, maire de Bobigny.

Fédération de Russie: à la suite de notre participation au Forum Social Russe, nos partenaires SKS ont décidé de coordonner l'initiative contre le nouveau code du logement et les privatisations du secteur en organisant des mobilisations, notamment à l'occasion des Journées mondiales Expulsions Zéro 2006. Ils ont créé deux coordinations nationales (habitants des HLM communaux, habitants des foyers de travailleurs) qui ont obtenu quelques résultats, encore insuffisant toutefois.

Nairobi: la Campagne WNW a obtenu son premier résultat stratégique avec la conversion totale de la dette du Kenya envers l'Italie en échange de politiques sociales dans les domaines rural et urbain. Après cet accord, que nous avons critiqué parce qu'il ne précise pas les modalités de participation populaire ni l'expérimentation du titre de propriété collectif de la terre, nous avons obtenu un règlement d'actuation qui offre davantage de garanties, outre l'engagement du gouvernement italien à agir par d'autres niveaux de pression pour soutenir les objectifs de WNW.

Nigeria: après la phase initiale de solidarité internationale, qui s'est manifestée par des milliers de signatures recueillies, il n'y a pas eu de poursuite commune de la part des différents partenaires. Certains, comme Women and Environment Programme, ont développé des programmes de soutien aux communautés touchées (formation, dénonciation), en faisant participer l'AIH formellement, mais pas concrètement.

Zimbabwe: dans ce cas aussi, il n'y a pas eu de suite commune à la Campagne, bien que le problème ne soit toujours pas résolu. Certains, comme le Combined Harare Resident Association et le Housing People of Zimbabwe, continuent de fournir support technique et consultation aux personnes frappées, tandis que d'autres, comme l'Uhuru Network, tiennent un discours plus mobilisateur (Journée mondiale «anti-expulsion») en parallèle avec des mouvements similaires en Afrique du Sud, bien qu'il n'y ait pas de véritable perspective stratégique.

Royaume-Uni (Dale Farm): la solidarité internationale, alliée à la mobilisation locale, a permis de bloquer les expulsions. Il manque une poursuite sectorielle (le problème des nomades à l'échelon européen) qui avait pourtant été proposée.

Croatie: la solidarité internationale a contrebalancé la position néolibérale qui ne tenait pas compte des expulsions, mais la lenteur de la restitution des expropriés lors du deuxième après-guerre de la Yougoslavie de Tito est un des obstacles à son entrée dans l'union Européenne. Apparemment, la structure gouvernementale n'a pas réagi, mais des projets de loi qui encadrent mieux les locataires sont en pourparlers. Il faut souligner en outre que cette initiative a convaincu l'IUT de créer une coordination spécifique pour la zone des Balkans.

Tamil Nadu (Inde): initiée en décembre 2006 pour donner une réponse solidaire aux 30.000 expulsés ces jours-là, proposant des alternatives durables au million de gens menacés d'expulsion, cette action est une première pour l'AIH. Pour la première fois, nous sommes entrés en Asie avec une initiative qui vise à donner la parole et l'espoir aux habitants frappés et pas seulement avec l'adhésion formelle de quelques organisations. D'autre part, les expulsions effectuées et menaçant nous obligent à nous confronter avec la contradiction socio-environnementale, s'agissant de constructions sur des zones de réserve aquifère.

Les Journées mondiales Expulsions Zéro: facteur décisif

Nées en 2004 avec l'idée de proposer une vision de la base à la problématique du logement, ces journées sont en train de devenir un rendez-vous traditionnel pour beaucoup d'organisations, qui souvent ne sont pas membres de l'AIH. Il faut souligner leur fonction de catalyseur. A ce propos, en 2006 pour la première fois l'International Union of Tenants a signé avec l'AIH une déclaration commune.

Problèmes non résolus

Évaluation

- positif, en ce qui concerne l'impact médiatique et la prise de conscience de la part des intéressés directs
- importante pour la reconnaissance en tant que sujet contractuel de la part des gouvernements (Italie-Kenya)
- fondamental, pour le rapport avec les organismes locaux engagés dans la coopération décentralisée
- globalisant, sur le contrôle sur l'emploi des ressources et de l'espace (mouvement anti dette, Via Campesina, Pêcheurs)
- stimulant, pour les aspects de recherche et de formation (Fonds Populaire pour la Terre et le Logement)
- stratégique, pour l'enracinement de l'AIH (régionalisation démarrée en Amérique Latine et aux Caraïbes, proposée pour l'Afrique)

Points critiques

- difficulté d'être efficaces, surtout en perspective, sans un changement de rythme (régionalisation, croissance des leaders conscients et capables de soutenir la confrontation à tous les niveaux)
- difficulté de gérer la demande énorme avec une structure et des ressources limitées
- problème de la conception concurrente de la part d'autres réseaux qui eux par contre sont complémentaires, (COHRE, etc.)
- difficulté avec l'impasse actuelle de l'UN-AGFE, qui jusqu'à présent a été le point de repère institutionnel international le plus utile.

L'Université Populaire Urbaine

Après le coup d'envoi politique de la méthodologie proposée dans l'étude de faisabilité, nous sommes en train d'expérimenter une phase de co-production, dans un premier temps interne. Il s'agit d'un exercice de co-production qui compare la demande traditionnelle de formation avec la proposition, révolutionnaire, de participation de structures académiques et d'organisations sociales.

La première rencontre, qui a eu lieu à Buenos Aires en mai 2006, a montré les potentialités et les ouvertures de cette approche ; d'une part avec la signature d'accords de coopération AIH-UBA, de l'autre avec la forte impulsion donnée à la constitution de la Federación d'Organizaciones Vecinales de Lima y Callao (FOVELIC) et le renforcement de la Plataforma Habitat à Buenos Aires.

La deuxième rencontre (Saint-Domingue, avril 2007) devra donc tenir compte des propositions de contenu discutées au niveau des régions.

En d'autres termes, nous sommes en train de procéder à la formation de leaders sociaux urbains locaux aux différents niveaux d'engagement avec l'AIH (Comité de coordination, Comité d'aide technique, membres, sympathisants). De cette manière, il est plus réaliste de penser à la multiplication des intelligences, forces, relations, alliances, et non pas à la simple addition de sigles. Ceci est d'une importance fondamentale dans la diffusion culturelle d'une autre idée de la responsabilité des habitants et pour la construction d'un autre gouvernement de la société possible.

Évaluation

- positif, l'initiation du partenariat sur le plan paritaire entre les organisations sociales des habitants et les universités

- important, l'impact immédiat sur la prise de conscience des habitants impliqués dans la co-production de la connaissance et sur l'utilité dans les processus de construction d'une citoyenneté g-locale
- fondamental, l'incitation à la systématisation, nécessaire pour accéder à l'UPU, pour diffuser une méthodologie multiplicatrice.

Points critiques

- De manière générale, il n'y a pas encore une pleine conscience des potentialités transformatrices de l'UPU de la part des organisations isolées qui continuent à proposer des cours de type traditionnel.
- La communication est insuffisante entre les propositions de formation et de recherche réalisées par les différents membres du Comité technique d'appui.
- Manque d'implication de l'Advisory Group UPU dans l'évaluation et dans l'orientation, avec le risque d'appauvrir le développement de la proposition.

La construction de la Voie Urbaine (Via Urbana)

Notre attitude unitaire et radicale a permis d'importants pas en avant dans la construction d'un espace commun des mouvements sociaux urbains. Actuellement environ 200 organisations, originaires de 40 pays, ont signé cet appel que nous considérons de fait comme notre base sociale.

Par ailleurs, les demandes de renseignements et d'appui qu'elles arrivent surtout, mais pas seulement, au secrétariat de l'AIH, sont quasi quotidiennes, montrant que l'AIH exerce une activité reconnue.

En même temps, nous sommes en train de développer des relations importantes:

- en Amérique Latine, avec le mouvement anti-dette et le Grito de los excluidos (Cri des exclus), autour de la Campagne Expulsions Zéro
- en Europe, avec des mouvements sociaux urbains et des associations, en particulier en Espagne, en France, en Allemagne et en Russie, et avec des élus locaux et des personnalités engagées autour de la proposition des États généraux européens pour le droit au logement

Évaluation

- Importance du rôle de catalyseur par rapport à divers mouvements sociaux, les autorités locales et les personnalités.

Points critiques

- La finalité de la Voie Urbaine que nous sommes en train de proposer n'est pas toujours claire.
- Nous nous attendons à certaines difficultés dans certaines régions (Afrique, Asie) et avec certains partenaires considérés comme stratégiques (Via Campesina)

Autonomie et partenariat avec les institutions

Le partage des principes fondateurs avec la FPH Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme nous a aussi soutenu en 2006 dans la poursuite du partenariat avec cette fondation.

Cela a signifié:

- la participation au débat global sur les développements de l'Alliance pour un monde responsable
- le développement de relations avec les différents collèges en relation avec la FPH
- un appui financier

En 2006 se sont ensuite développés les rapports avec le FAL (Forum des Autorités Locales) et le FALP (Forum des Autorités Locales de Périphérie), ce qui nous a amenés à participer et à approfondir le débat sur les relations entre mouvements sociaux urbains et autorités progressistes locales, en particulier sur les questions de :

- coopération décentralisée (Fonds populaires pour la terre et le logement)
- budget participatif
- territoires libres d'expulsions et développement du service public du logement (État généraux européens)

Le partenariat avec le gouvernement des Pays Basques a également mûri, avec la signature d'un accord pour l'appui au projet « Vers la Voie Urbaine en Amérique latine et dans les Caraïbes » .

L'AIH contribue ainsi à l'évolution de la démocratie locale, considérée, quand elle partage les principes de fond, comme un partenaire avec lequel collaborer et non comme une partie adverse.

Enfin, des relations ont été initiées avec :

- le Centre Coopératif Suédois (CCS)
- la Fondation Rosa Luxembourg (FRL)

Évaluation

- Fondamental, le partenariat stratégique avec la FPH, car il nous offre une indépendance précieuse.
- Très importante également, la consolidation du partenariat avec le gouvernement des Pays Basques, car il renforce une proposition commune d'orientation de la coopération décentralisée.

- Nécessaire, l'ouverture vers le CCS, car elle peut aider au développement d'un secteur pour nous stratégique, celui des coopératives à propriété collective.
- Politique, l'initiation de relations avec la FRL, car elle renforce une vision critique et elle peut aider à l'ouverture de rapports avec l'est (Russie, Chine).

Points critiques

- Difficultés à capter les potentialités, parfois à cause d'une préparation insuffisante
- Il y a une certaine disparité de traitement dans les rapports entre AIH et FAL-FALP. Alors que les réseaux des autorités locales réussissent à passer des contrats avec certaines ONG, elles limitent parfois leurs rapports avec les mouvements sociaux urbains à des invitations ponctuelles à participer aux initiatives.

Adhésions à l'AIH

A cette capacité d'attraction ne correspond pas une demande pareillement importante d'adhésion à l'organisation. En effet seules deux organisations ont fait une demande formelle:

- Pasumai Thayagam (Terre Mère Verte), Chennai, Inde: une ONG support avec laquelle nous sommes en train de conduire la campagne locale Expulsion Zéro.
- l'Institut pour l'action collective (IKD), Moscou, Russie: ONG qui sert de support aux initiatives de lutte pour le droit au logement.

Evaluation

- L'intérêt porté à l'AIH prouve la force d'une proposition liée à la capacité de diffusion.
- Il s'agit d'une potentialité qui augmente la reconnaissance parmi les mouvements sociaux et vis à vis des autres acteurs.

Points critiques

- L'adhésion formelle limitée rend plus difficile l'enracinement et le développement de projets spécifiques
- Cela a des effets problématiques dans le processus même de développement et de globalisation substantielle de la direction de l'AIH, pas seulement idéale.

Enracinement et autonomie de l'AIH dans les dynamiques du FSM

Depuis sa création, l'AIH participe aux activités du FSM et en partage les principes. Par conséquent, tout en gardant sa propre autonomie, l'AIH apporte sa plus-value à plusieurs niveaux de cette dynamique, des FSM aux FS régionaux et thématiques, considérés comme des éléments prioritaires pour catalyser l'attention des organisations d'habitants et des mouvements sociaux urbains, voire pour construire des échanges et des alliances avec d'autres acteurs (universitaires, ONG, collectivités locales, paysans, travailleurs, etc.).

Cette présence active a contribué à donner une visibilité et une reconnaissance énorme à nos propositions, notamment à la Campagne Expulsions Zéro et l'UPU, positionnant l'AIH comme réseau international travaillant à la construction d'un espace unitaire, solidaire et global des mouvements sociaux urbains. Il est difficile de dire avec certitude que par cette initiative, apparemment limitée, nous avons lancé et contribuons à la construction de la Voie urbaine. Mais le défi est lancé et certaines étapes ont été franchies.

En 2006 l'AIH a participé, avec des résultats divers, comme il est possible de le lire sur www.habitants.org, à:

- FSM polycentrique (Caracas, janvier): consolidation de la Campagne Expulsions Zéro et de l'UPU au niveau régional, renforcement du partenariat avec le FAL (Forum des Autorités Locales), mise au point du programme de travail AIH 2006-07;
- FSM polycentrique (Bamako, janvier): tentative de donner la parole aux associations d'habitants d'Afrique, état des lieux en vue du FSM 2007 à Nairobi;
- FSE (Athènes, mai): renforcement des échanges avec les associations d'habitants de nombreux pays, lancement des Etats Généraux Européens pour le droit au logement et à la ville;
- FS des migrations (Madrid, juin): tentative de construction d'échanges entre associations d'habitants et de migrants;
- FSC (Martinique, juillet): rôle important au niveau général, renforcement de l'alliance avec le Grito de los Excluidos, construction des bases du système d'alerte régional contre les expulsions;
- FS de Russie (Saint Petersburg, juillet): renforcement de l'ouverture à l'est, contribution à la constitution de deux coordinations fédérales d'associations d'habitants;
- FS Puerto Rico (Puerto Rico, novembre): rôle important au niveau général, renforcement de l'alliance avec le Grito de los Excluidos, construction des bases du système d'alerte régional contre les expulsions.

Il faut aussi noter la participation des membres de l'AIH à certains FS territoriaux et nationaux, notamment en Amérique Latine, et au Xème Congrès du FCOC (Niteroi, Brésil, juillet).

Suivant cette même ligne, l'AIH a participé également à d'autres forums internationaux:

- Forum des Autorités Locales de Périphérie – FALP (Nanterre, mars): tentative de renforcement du partenariat avec les autorités locales nord-sud;
- Forum Urbain Mondial (Vancouver, juin): initiative de lobbying, entretiens préliminaires avec d'autres réseaux internationaux en vue du FSM 2007;
- Commission de la Vérité (Cleveland, juillet): renforcement de l'alliance avec les associations d'habitants des EE.UU. ;
- Africités (Nairobi, septembre): renforcement du partenariat avec les autorités locales africaines, renforcement de l'alliance avec le réseau de W Nairobi W.

L'évaluation positive de cette démarche a mené cette année à l'approbation à l'unanimité (exceptée l'opposition du représentant de l'HIC) de la candidature de l'AIH au sein du Conseil International du FSM. L'AIH est notamment inscrite dans le Groupe de travail sur la Méthodologie. Cela nous donne la possibilité de mieux intervenir dans les phases préparatoires, en soutenant une plus grande ouverture à la participation des organisations des habitants et l'attention sur les questions du logement et de l'urbain. Sur ces bases, et sur la base de l'analyse du terrain partagée avec nos partenaires de Nairobi, lors de la réunion du CI du FSM (Parme, 10-12 octobre 2006) nous avons critiqué une certaine attitude élitiste qui risquait d'exclure du FSM les habitants des bidonvilles.

www.habitants.org: vers le site Web ressource des habitants

Au cours de l'année 2006, l'AIH a encore plus développé sa capacité de communication, en favorisant l'échange et la solidarité par une meilleure utilisation du site www.habitants.org, non seulement comme vitrine, mais aussi comme ressource multilingue.

En effet, au delà des informations institutionnelles et des informations relatives aux différentes activités, le site est en train de devenir un véritable portail car il contient:

- des documents de background sur les thématiques urbaines et de l'habitat
- un espace interactif UPU
- un espace interactif de traducteurs volontaires
- un forum de débat public
- des ressources online

Le moteur de recherche interne et l'usage des liens avec le site dans les communications ont favorisé le développement de son utilisation, comme ces chiffres le montrent:

- Plus de 56.000 contacts dans la mailing liste mondiale, 12.000 dans celle pour l'Europe, 8.000 dans celle pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes, 3.000 dans celle pour l'Afrique, 1.000 dans celle pour l'Inde,
- Diffusion de 12 news-letter au niveau mondial,
- Diffusion de 120 news-letter dans les différents continents,
- Plus de 2.200.000 contacts enregistrés sur www.habitants.org au cours de l'année 2006, soit plus de 183.000 par mois.

Evaluation

- disposer d'une plateforme globale d'échange pour les organisations des habitants a été une conquête fondamentale
- l'ouverture d'espaces interactifs considérés utiles, les Appels en particulier, a multiplié l'usage du site.

Points critiques

- le numérique exclut, même si on surmonte de plus en plus ce problème, surtout en Amérique du Sud, et il est encore difficile de considérer le site comme efficace au niveau mondial
- la systématisation encore insuffisante des informations fournies, alourdit le travail de gestion et affaiblit l'impact

Défis internes et externes

La gouvernance de l'AIH

Le Comité de coordination, composé par les mouvements sociaux membres fondateurs de l'AIH des, se réunit formellement une fois par an. Au cours de cette réunion, il évalue l'activité réalisée et décide du programme pour

l'année suivante. En outre, il utilise la mailing liste interne, skype et les chat pour prendre des décisions ponctuelles (par exemple le programme FSM).

Par ailleurs, le Comité d'appui technique, composé de membres expérimentés, facilite la réalisation du programme AIH (rédaction de projets, textes etc.), en particulier de l'UPU.

Enfin, le coordinateur met en oeuvre le programme, en cherchant à faire respecter les décisions prises et en développant des relations qui puissent permettre de nouveaux développements, cohérents avec la Charte des principes.

En dernier, mais pas à la dernière place, la collaboratrice a un rôle irremplaçable d'application concrète.

Evaluation

- Se référer à la Charte des principes plutôt que s'identifier à des projets a été fondamental pour le dynamisme de l'AIH.
- Cette formule souple d'organisation évite la bureaucratisation et permet d'explorer les potentialités et les ouvertures, même imprévues.

Points critiques

- Il n'est pas toujours possible de faire en sorte que tout le monde prenne part aux décisions et à la mise en oeuvre
- La surcharge de travail de quelques uns rend difficile l'élaboration et le développement stratégique
- Le caractère limité des zones géographiques d'origine rend parfois difficile une vision globale.

Propositions d'évolution structurelle de l'AIH

Construire une intelligence collective capable de gouverner des procédés d'agrégation d'une alliance est un exercice d'apprentissage continu, sujet à une évolution qui se traduit également dans les structures. La structure même de l'AIH a évolué, pour faire face à son propre développement, avec une plus grande diffusion des responsabilités. En particulier, une fois définies les grandes lignes du programme dans les réunions du Comité de coordination, la mise en oeuvre a été conduite avec une plus grande valorisation du Comité technique et avec l'implication de la collaboratrice, surtout dans le projet en Amérique Latine.

Ces éléments doivent nous faire réfléchir à l'adaptation de la structure sur le fond et sur la forme:

- les statuts
- le renforcement du secrétariat
- la régionalisation des activités

En ce qui concerne les statuts, ils doivent constituer un instrument partagé, utile et efficace.

Objectifs

- Accroître le sens d'appartenance et de partage des choix pratiques,
- Préciser une structure de gouvernement formelle qui rende plus transparents les rôles et les responsabilités,
- Avoir un instrument légal pour être un interlocuteur doté d'une structure formelle, présenter des projets etc.

Contenus

- référence claire à la Charte des principes fondateurs
- fédérateurs

Localisation

Lieu qui répond le mieux aux critères d'efficacité et de fonctionnalité

La gestion financière

Comme l'AIH est considéré un vecteur utile et efficace, la plus grande partie des activités décrites est réalisée de manière gratuite et volontaire par les militants associatifs qui mettent à disposition leur temps, leur savoir faire, les connaissances et les réseaux, voire les ressources matérielles, de leurs associations. Il s'agit là d'une richesse énorme qu'il faudrait comptabiliser pour mieux évaluer le partenariat avec les autres structures.

Quant aux ressources financières proprement dites, l'AIH peut compter sur l'apport primordial de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, qui permet de soutenir la structure minimale (coordinateur, collaboratrice, website), ainsi que de cofinancer des initiatives et des campagnes ponctuelles dans les différentes régions.

D'autres cofinancements proviennent de partenariat, notamment avec les gouvernements locaux (Pays Basques, certaines municipalités et provinces) qui soutiennent des actions spécifiques (UPU, réunions aux Forums, etc.).

La gestion des ressources est confiée à un Comité administratif qui soumet pour approbation au Comité de coordination le budget et le bilan lors des réunions annuelles.

Le bilan financier correspondant à la première période de la Convention FPH-AIH, qui expirera le 30/4/07, sera soumis à la prochaine réunion du Comité de coordination.

Il faut en tout cas rappeler que, grâce à une gestion attentive et à la recherche de partenariats qui engendrent de nouvelles ressources, le bilan a permis de soutenir correctement le programme d'activité décidé, la structure et les outils.

Evaluation

- L'apport fondamental du militantisme et du capital immatériel des relations des organisations membres et sympathisantes de l'AIH a souligné son caractère dynamique, qui considère les budgets comme des variables dépendant des décisions et non l'inverse.
- La demande d'un appui économique, effectuée à l'intérieur de propositions de partenariat avec d'autres structures, a accentué l'indépendance de l'AIH et l'intérêt pour un développement centré sur lui-même.

Points critiques

- Le manque de ressources financières a empêché le développement de certaines activités pourtant abouties en termes de proposition
- la diversification encore insuffisante des sources de financement risque de rendre notre activité instable et difficilement soutenable à moyen terme.

Pour un programme d'activités AIH 2007-2008

Avec ces préambules, l'année 2007 devrait être une année de virage tant externe qu'interne. Nous devrions donc nous engager dans la construction de la Voie Urbaine (Via Urbana), à travers le relancement de l'Appel à l'unité des mouvements sociaux urbains, lié à la proposition de l'Assemblée mondiale des habitants (2008-2009 ?)

A ce propos, des étapes importantes devraient avoir lieu :

- Les Journées mondiales Expulsions Zéro (octobre 2007)
- La Journée de mobilisation mondiale du FSM (janvier 2008)

Pour ce faire, le programme 2007 devrait être fondé sur :

- la réalisation du projet Via Urbana en Amérique Latine et aux Caraïbes
- le commencement du projet Via Urbana en Afrique
- le renforcement de la construction de l'UPU
- l'exploration des conditions pour l'enracinement de l'AIH en Asie, en vue aussi du Forum Urbain Mondial (Nanjing, mi 2008)

Evaluation et perspectives

L'indépendance du projet de fondation de l'AIH possède désormais une dynamique et une reconnaissance qui va largement au delà des frontières du groupe fondateur, ce qui montre la pertinence de l'organisation adoptée. Le défi touche maintenant non seulement la diffusion de la reconnaissance et la conquête d'autres résultats partiels, mais aussi le passage d'une diffusion quantitative à une diffusion géographique et qualitative.

Autrement dit, il est temps qu'une masse critique fasse émerger la voix et les propositions des habitants g-locaux, pas seulement à travers les appels ou l'intervention des leaders historiques de l'AIH.

Il est difficile de prévoir la date de l'émergence de cette masse critique d'organisations d'habitants g-locaux, qui mûrit à son propre rythme, avec ses cultures et son enracinement dont l'AIH fait partie.

Pour cela, un cadre mieux défini et utilisable est indispensable, soit par un engagement stratégique de systématisation du capital social de l'AIH, qui a vu une première relance en préparation du FSM 2007.

Plus concrètement, l'émergence de la Via Urbana devrait être officialisée par la tenue de la première véritable assemblée mondiale des habitants qui pourrait avoir lieu à l'occasion du prochain FSM « traditionnel », c'est à dire vers l'année 2009.

Le programme d'activité de l'AIH, en faisant fonction de levain et de catalyseur de la demande et des propositions de diverses origines, peut certainement rendre cette assemblée plus proche.

Le processus de régionalisation est en effet en marche, s'appuyant sur la construction des systèmes d'alerte sur les violations du droit au logement, la mise en oeuvre du programme de l'UPU, les échanges d'expériences prometteuses entre associations d'habitants, les alliances avec d'autres réseaux urbains et d'autres structures, le partenariat avec les autorités locales, les gouvernements progressistes et les universités.

Indépendance, ouverture, respect et solidarité: voici les piliers de l'enracinement d'une alliance nécessaire pour la vie des habitants des villes g-locales.